

L'UNOP DÉNONCE LE MÉPRIS DE LA TUTELLE

Les producteurs locaux du médicament au bord de l'asphyxie

Les membres de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie ont, encore une fois, tiré la sonnette d'alarme sur la situation que vivent les producteurs nationaux de médicaments au lendemain d'un Conseil des ministres consacré au secteur de la santé et au médicament.

M. Nabil Mellah, secrétaire général de l'Unop, a déclaré que six unités de production sont actuellement mises en vente et d'ici quelques années, ce seront pas moins de 50% des unités qui risquent de mettre les clés sous le paillason. Invités hier au forum d'El Moudjahid, les représentants de l'Unop ont vivement dénoncé l'absence d'encouragement pour les producteurs locaux qui voient ainsi leurs activités menacées ni plus ni moins d'extinction.

Ils dénoncent aussi «la permissivité vis-à-vis des producteurs étrangers de médicaments au détriment de la production locale».

Cela se traduit, selon l'Unop, par une part de marché de 70% pour les produits importés et 30% pour la production locale, ceci alors que 75% des médicaments enregistrés sont importés et 25% proviennent de l'industrie nationale. Les producteurs demandent ainsi une augmentation de leurs parts du marché ainsi qu'un enregistrement préférentiel accéléré pour les produits fabriqués localement ainsi qu'un cadre juridique «sûr, prévisible et transparent».

C'est ce qu'a expliqué, hier, M. Mellah tout en

dénonçant «l'instabilité à la tête des institutions et plus précisément pour ce qui est du poste de directeur de la pharmacie au niveau du ministère de tutelle qui est devenu un poste politique qui subit des changements au rythme des remaniements ministériels à la tête du département».

L'Unop dénonce aussi la réglementation jugée inadaptée pour la production pharmaceutique. Le secrétaire général de l'Unop souligne, en outre, l'absence de politique de soutien des médicaments génériques par les autorités de tutelle en expliquant que les marges sont complètement inadaptées et qu'il n'existe quasiment pas d'opération de promotion et de sensibilisation pour ces produits.

L'Unop propose ainsi la mise en place de marges par valeur absolue, l'encouragement de la production du générique et non son importation ainsi que l'exonération des taxes sur la promotion du générique. «Nous suggérons ainsi pour la sécurité et la bonne santé des citoyens de réserver une liste de 500 produits essentiels à la production locale. De cette façon, et en cas de crise, l'Etat sera capable de faire



Ce sont les malades qui en souffriront.

face au manque de produits», a expliqué M. Mellah, notant en outre que concernant cette liste, que soit gelé l'enregistrement de ces produits à l'importation, le gel de leur réenregistrement ainsi que la suspension des programmes d'importation de cette liste.

«A chaque fois que nous avons fait cette dernière proposition, l'on nous a rétorqué que c'était anti-OMC, pourtant, nous avons été les premiers à être dans l'OMC du fait que nous ayons tous les inconvénients et pas d'avantage, et ce, depuis l'année 2004», s'indigne l'intervenant. Ce dernier notera, en outre, qu'il existe ainsi une discrimination à l'égard de la production nationale et citera l'exemple de pays voisins comme le Maroc et la

Tunisie qui respectivement ont un nombre de produits fabriqués localement de 1 500 et 1 420. En Algérie,

seulement 100 produits le sont. «Au Maroc, explique M. Mellah, pour importer un médicament, il faut prouver

qu'il ne peut être fabriqué localement, en Tunisie, un produit fabriqué localement est carrément interdit à l'importation alors que chez nous, il n'existe aucun encouragement pour la production nationale. Ceci d'autant que 30% du marché seulement sont réservés à la production locale pour 80% au Maroc et 55% en Tunisie.» Selon les représentants de l'Unop, il est donc urgent de mettre en place les propositions des producteurs en vue de remettre à flots la production locale. Ceci d'autant, expliquent les membres de l'Unop, que l'industrie locale s'engage à couvrir 65% du marché, et ce, d'ici à l'horizon 2012 ou 2013 si des mesures incitatives sont prises rapidement.

F-Zohra B.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS

Elle ne concerne pas la production locale, selon l'Unop

En marge de la conférence de presse de l'Unop tenue hier au forum d'El-Moudjahid, les intervenants, en réponse aux questions des journalistes concernant la pénurie de médicaments vécue actuellement sur le marché, ont précisé que cette situation s'explique par le fait que des retards ont été enregistrés dans la signature des avenants pour les programmes d'importation.

Cette pénurie, explique M. Mellah, est due au fait que le ministère ait demandé aux importateurs de réduire les quantités, ce qui les a obligés à refaire leurs demandes. Le secrétaire général de

l'Unop précisera, en outre, que cette rupture ne concerne pas les produits fabriqués localement.

«C'est pour éviter ce genre de problèmes que nous avons demandé à ce qu'un seul importateur soit désigné par produit, il assumera ainsi les responsabilités et les risques notamment pour ce qui est des pénuries sur le marché.

La rupture, l'Unop l'avait déjà prévue et nous allons vers le même problème pour le mois de septembre prochain», souligne M. Mellah.

F-Z. B.

IDENTIFICATION DES PUCES DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE

Le délai sera prolongé

Le délai accordé aux opérateurs de la téléphonie mobile par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) afin qu'ils identifient toutes les puces de leurs clients et de résilier les lignes non identifiées va être prolongé à une date qui n'est pas encore fixée.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information, M. Boudjemaâ Haïchour, en marge de la cérémonie de signature d'une convention entre Algérie Télécom et le réseau national pour la défense des droits des enfants Nada, portant sur le financement, à hauteur de 75%, du numéro vert pour dénoncer la maltraitance des enfants.

Le ministre a annoncé que des discussions sont

en cours avec l'ARPT pour décider des échéances à fixer et donner un peu plus de temps aux opérateurs pour finaliser cette opération. «L'important est que l'identification des clients soit en cours.

C'est essentiel pour nous d'avoir les fichiers de tous les clients dans les plus brefs délais mais si nous devons patienter encore quelques jours, cela ne pose pas de problème», a-t-il affirmé.

Par la même occasion, le ministre a annoncé la baisse des prix de l'internet haut débit à partir de



Au grand soulagement des clients.

demain. Cette perspective se prolonge dans le cadre, bien évidemment, de la volonté du gouvernement à mettre au service des citoyens les dernières technologies de l'information et

de la communication.

Même si l'opération Ousrat qui consiste à octroyer un crédit bancaire à chaque famille désireuse d'acquiescer un microordinateur n'a pas eu les résultats

escomptés, le ministère maintient toutefois son engagement à rendre accessibles les TIC, en dotant toutes les communes du territoire national, mêmes les plus isolées, d'un modem pour la connexion à l'Adsl, avec application de la nouvelle tarification.

Par ailleurs, revenant à la convention signée entre Algérie Télécom, le Réseau Nada et les Scouts musulmans algériens, Boujemaâ Haïchour a affirmé sa satisfaction de la contribution des opérateurs publics à la réalisation de projets en faveur de l'enfance qui, dit-il, est sujette ces dernières années à de violences multiples.

Le ministre a inscrit ce partenariat dans le cadre «des nombreuses actions menées par l'Etat pour

défendre les droits de l'enfant et des franges sociales vulnérables».

Il espère voir d'autres partenaires de son département rejoindre cette action humanitaire, combien nécessaire dans un pays en plein développement et où de nouveaux phénomènes sont apparus.

Pour rappel, le numéro vert est l'une des actions entamées dans le cadre d'un programme intitulé «Je t'écoute» et qui a pour but la sensibilisation, la protection et la promotion des droits de l'enfant.

Un centre national pour la promotion des droits de l'enfant sera lancé d'ici début juin, dans le cadre de la même opération.

R. M.